

François Fillon en visite au Cambodge

l'assistance de la France

où en sont les investissements ?

Inauguration du Baphuon restauré



le 7ème Forum des Carrières

Cham Prasith, ministre du Commerce

*intensifier le dialogue
chercheurs d'emplois-entreprises*

•
entretiens avec des exposants

confection

Van Sou Ieng

Président du GMAC

Nous avançons à grand pas !

•
Exportations: + 55,4 %

Procès Raoul Jennar: Justice, Équité et Pacification

un procès utile à l'Histoire; Ieng Sary; Nuon Chea

Les cas 003 et 004 - dès 1999 : attention aux risques !

énergie solaire: nouvelles techniques

- **capteurs solaires + pompe à chaleur**
- **énergie bon marché pour les foyers isolés**

TOURISME

S.E. Thong Khon

So Visothy

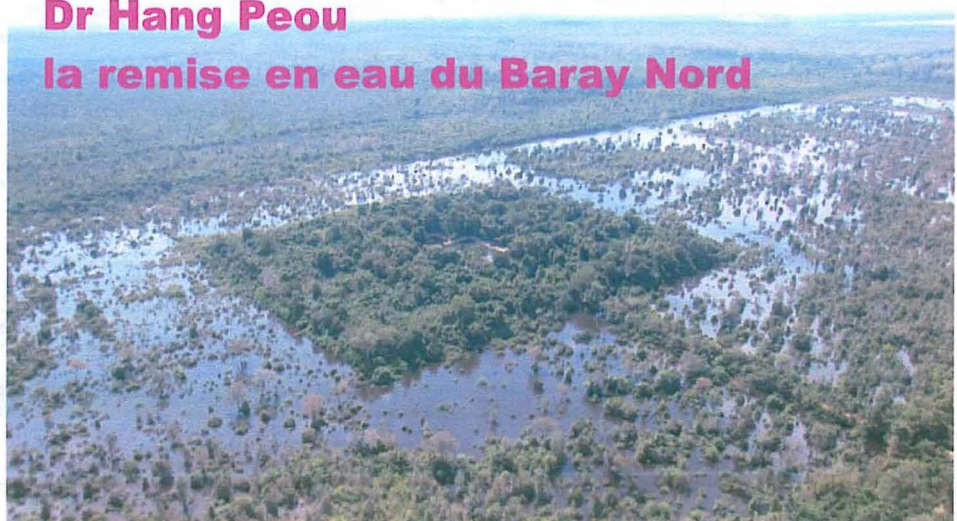
Thok Sokhom

**stratégie pour
développer
le tourisme**

les derniers chiffres

Dr Hang Peou

la remise en eau du Baray Nord



Visite au Cambodge du Premier ministre François Fillon

A l'hôtel Sofitel le 2 juillet le Premier ministre a rencontré la communauté française, nombreuse et attentive.

Le 3 juillet, avec le Roi Sihamoni, et accompagné notamment du ministre de la Culture Frédéric Mitterrand, il a visité le temple du Baphuon dont la restauration vient d'être achevée (voir dans ce n° p. 12).

Au siège du CDC, Conseil pour le Développement du Cambodge, a eu lieu une rencontre entre quelques-uns des principaux décideurs cambodgiens en matière d'investissements, le ministre Thierry Mariani, chargé des Transports, le Secrétaire d'Etat Pierre Lellouche chargé du Commerce extérieur et une délégation d'hommes d'affaires français présidée par M. Yves-Thibault de Silguy, vice-président de Vinci.

Le Dr Hang Chuon Naron Secrétaire d'Etat au ministère des Finances et de l'Economie a fait un exposé sur **les données macro-économiques concernant le Cambodge**, exposé dont *Cambodge Nouveau* a donné l'essentiel dans son n° 297.

Dans son allocution le Secrétaire général du CDC, ministre délégué auprès du Premier ministre **Sok Chenda Sophea** a présenté dix raisons d'investir au Cambodge, parmi lesquelles : la stabilité politique du pays, l'amélioration de l'environnement des investissements (infrastructures, législation ...), un marché régional de 590 millions de gens, des exemptions fiscales pour les projets agréés par le CDC, l'accès sans taxes aux marchés de l'Union Européenne, les Zones Spéciales de développement économique où l'électricité est moins chère, une main d'œuvre relativement bon marché, une coopération régionale bien développée au sein de l'ASEAN et de nombreux accords de libre-échange (Chine, Corée, etc ...); et les principes que le gouvernement applique en faveur des investissements étrangers : *liberté* (par exemple les étrangers peuvent avoir la totale propriété de leur entreprise; pas de contrôle des capitaux à l'entrée ni à la sortie) ... et *égalité*: les étrangers ont exactement les mêmes droits que les Cambodgiens (sauf la propriété du sol).

Il a donné la répartition des FDI par secteurs de 1994 à 2010: 50 % ont été au tourisme, 22 % aux services, 21% à l'industrie ... très peu à l'agriculture et à l'agro-industrie.

Où investir donc ? - dans l'agro-industrie, transformation et commercialisation des produits bruts, et la France y aide de façon significative (par exemple le riz, le sucre de Kompong Speu, le poivre de Kampot, ...); - dans les infrastructures; - les activités manufacturières; - l'exploitation des ressources naturelles (pétrole, gaz, minéraux ...); - le tourisme, avec l'énorme potentiel touristique que représente le littoral et les îles ...

S.E. Sok Chenda observe que la France qui est bien présente au Cambodge, avec une importante communauté, des interventions remarquables, depuis longtemps, dans des domaines de caractère social, dans l'éducation, la formation, la culture ...

TOURISME + 13 % pour 5 mois

190 000 visiteurs sont arrivés au Cambodge en mai, soit 11,8 % de plus qu'en mai 2010; progrès un peu plus faible que celui des premiers mois, les incidents frontaliers avec la Thaïlande peuvent l'expliquer.

Pour les cinq premiers mois de 2011, les progrès ont été de 13 %, chiffre qui reste très appréciable.

Provenances

Les visiteurs les plus nombreux pour ces 5 mois ont été les Vietnamiens (234 485, + 16,2%), les Coréens (151 056, + 20,4 %), les Chinois (99 531, + 33,5 %), les Japonais (69 311, + 2,5 %), les Américains (67 914, + 3,7 %), les Français (50 859, + 9,1 %), etc ...

Des 9 autres pays de l'ASEAN sont venus 34 % des visiteurs; de l'Asie de l'Est 30,7 %. De la région Asie-Pacifique en

n'est pas assez présente en matière d'investissements.

Au nombre des intervenants: Gilles Vernet, Conseiller économique à l'Ambassade de France, Eric Beugnot, directeur de l'AFD-Cambodge, Pily Wong, président de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne.

Le ministre Thierry Mariani dans sa réponse au Secrétaire général du CDC a rappelé les anciennes et excellentes relations entre la France et le Cambodge -les Français sont d'accord pour aider le Cambodge, ils sont fiers de contribuer à la restauration d'Angkor-, loué les progrès accomplis par le Cambodge, rappelé la présence au Cambodge de compagnies françaises de grand renom, souligné le gros déficit commercial de la France avec le Cambodge (voir les chiffres p. 16) et la très faible part de la France dans le marché cambodgien: 1 % ! « C'est très au-dessous du potentiel ! Il faut plus ! ».

Le Secrétaire d'Etat Pierre Lellouche évoque « le climat des affaires ». Il fait des remarques « directes »: la France a plusieurs projets d'investissements mais « depuis 8 mois rien n'a avancé, plusieurs projets ont même reculé. Il faut changer de braquet ! ». « Je souhaite que les entreprises françaises soient traitées comme il convient ». Le ministre suggère « un dialogue direct entre les entreprises et le gouvernement ».

S.E. Sok Chenda Sophea observe qu'il existe une rencontre annuelle entre le gouvernement et les entreprises où celles-ci peuvent exprimer leurs doléances. Et qu'il existe une série de commissions sectorielles (huit), qui permettent aux chefs d'entreprise de rencontrer les responsables cambodgiens; les chefs d'entreprise sont conviés à y participer.

Cette réunion s'est terminée par la signature d'un « accord de principe pour l'octroi d'une licence temporaire d'opérations de micro-assurance-vie remis à Mme Sylvie Duffaud, présidente de Prévoir »; d'autre part « le gouverneur de Phnom Penh S.E. Kep Chuktema et l'entreprise Systra ont échangé un protocole d'accord portant sur la première phase d'une étude de faisabilité sur la mise en place de transports en commun dans la ville de Phnom Penh (don de la France de 500 000 USD) ».

« Non, je ne connais pas de projet d'investissement français « bloqué », nous dit à la fin de cette réunion le Secrétaire général du CDC Sok Chenda Sophea. J'ai connaissance des projets qui passent par le CDC, mais une création de banque par exemple, ou ce qui concerne la Bourse, ou les compagnies aériennes ... dans tous ces domaines, les dossiers ne transitent pas par le CDC.

« Oui, cette visite du Premier ministre français est d'une grande importance ! Elle a bien sûr un rôle politique, mais il y a aussi un signal à destination de la communauté d'affaires française, disant: nous avons de bons rapports, allez-y ! C'est un encouragement.

« Je le souligne comme je l'ai déjà fait dans le passé: l'aide française au Cambodge, la communauté d'affaires française sont considérables mais le niveau des affaires n'est pas en proportion. Il n'y a pas assez d'investissements français ! ».

général 70,3 % des visiteurs. L'Europe n'a représenté que 20,9 % du total (France 4,3 %; Grande Bretagne 3,9 %; Allemagne 2,7 %, ...), les Amériques que 8,3 % (Etats-Unis 5,7 % du total, Canada 1,8 %).

Moyens de transport

Les arrivées par avion ont été 53 % du total pour les 5 premiers mois, en progrès de 14 %, Siem Reap International Airport dépassant nettement Phnom Penh avec 31,4 % du total des arrivées et un progrès de 18 %; les arrivées par la route, 434 232, 43,4 % du total, sont en progression de 13 %; les arrivées par bateau, 37 247 pour 5 mois: progrès de 8,4 %.

Tourisme / Business

Les touristes ont été 1 116 754, les businessmen 61 386. Les businessmen les plus nombreux sont venus de Chine (18 363) de Corée (5 700), de Thaïlande (4 402), de Taïwan (4 219), du Vietnam (3 153), de Malaisie (2 660), de France (2 586), ...

CONFECTION

Van Sou Ieng

Président du GMAC, Président de la CAMFEBA

nous avançons à grands pas

L'industrie de la confection a bien repris depuis la crise. Nous avons beaucoup travaillé et maintenant avec le marché qui augmente et les coûts de production en Chine qui deviennent importants, les usines viennent s'installer au Cambodge: une usine tous les 15 jours en moyenne, et aussi une usine de chaussures tous les 15 jours !

Nous avançons donc à grands pas, nous avons une augmentation de plus de 20 % pour le premier trimestre. Cette bonne progression vient aussi grâce au privilège donné par l'Europe au Cambodge, la suppression des droits de douane, qui nous donne un avantage de 15 % au niveau du prix, comparé au Vietnam, comparé aux autres pays, c'est un avantage très important parce que le profit est d'environ 5 %. Je pense que ce processus continuera encore pendant un an à 18 mois.

Un problème de recrutement

Le problème que nous rencontrons maintenant c'est celui recrutement. Avant, si l'on avait besoin de 1000 personnes, on pouvait les trouver en deux ou trois jours, maintenant il faut 10 jours. Et encore, les salaires sont maintenant bien au-delà du salaire minimum, à plus de 10 % au-dessus, pour pouvoir embaucher des ouvriers qualifiés. C'est pour cela que la formation professionnelle est si importante.

Un vrai progrès: l'obtention du certificat d'origine. A tel point que nous n'avons plus besoin de deux personnes pour surveiller la porte d'entrée et de sortie du CO. Nous les avons envoyées en formation pour apprendre comment se prépare le shipping.

Un vrai problème: le prix de l'électricité. C'est difficile pour les entreprises installées au Cambodge, et c'est difficile aussi de convaincre les fabricants de matières premières (tissus etc ...) de venir investir au Cambodge. Ces matières premières consomment de 3 à 4 fois plus d'électricité que les usines de confection. Nous devons donc importer toutes nos matières premières et les accessoires.

Cela gêne nos usines qui doivent normalement disposer de ces matières premières et de ces accessoires rapidement et avec des moyens financiers raisonnables.

Si l'on veut importer à des prix raisonnables, on ne peut le faire que pour d'assez grandes quantités, un demi-million, un million de pièces. Alors que si l'on peut se fournir localement,

on peut le faire tous les jours, pour la quantité dont on a exactement besoin.

Si les investisseurs viennent pourtant au Cambodge, c'est parce qu'ils savent qu'il y a un marché, en Europe, aux Etats-Unis ... mais le prix de l'électricité reste un obstacle. Pour cette raison, sur 10 usines prospectées, je ne peux en faire venir que deux ... Ceux qui viennent parient sur les 2 ou trois ans à venir, ils prévoient que le coût de l'électricité va diminuer.

Syndicats: problème pratiquement résolu

Le problème des syndicats: ça va beaucoup mieux ! Nous avons signé un MOU, un contrat collectif avec 8 fédérations qui sont plus ou moins représentatives majoritaires des ouvriers et ouvrières des usines, et selon ce contrat les salariés sont obligés de suivre la loi, c'est-à-dire de justifier la raison d'un arrêt de travail. Il y a un très gros progrès. Il y a nettement moins de grèves. De cette façon la création d'emplois est sécurisée, elle est en progression énorme, et surtout le niveau des salaires est nettement amélioré. On est bien au-dessus du salaire minimum maintenant. Le résultat est que les salariés sont contents, que nous exportons davantage, que les donneurs d'ordre ont confiance et passent des commandes à long terme.

Certaines ONG qui n'y connaissent rien, qui ont des motivations extérieures ... critiquent le système. Nous avons été à Genève le mois dernier, participer à la Commission des droits de l'Homme, au comité Freedom Association: leurs informations datent d'il y a 7 ans ! Et ils sont informés par un syndicat militant étranger ! Nous leur avons donné les informations exactes, et ils étaient tous surpris et choqués de leurs informations biaisées, mensongères. Du coup ce comité va envoyer au Cambodge une équipe pour vérifier nos informations.

Et l'ILO, Organisation Mondiale du Travail ? Non, ils n'ont pas fait leur travail de promotion ni de communication. L'ILO à Genève ne sait même pas que nous avons au Cambodge 1700 syndicats ! Dans une usine il y a 14 syndicats ! Ils ne savent même pas que nous avons au Cambodge un Conseil des Prud'hommes (Conseil d'Arbitrage). Ils croient que les patrons poussent les litiges devant un tribunal de Commerce dont les juges sont pourris, alors que ce Tribunal de Commerce n'existe pas ! Le Conseil d'Arbitrage fonctionne, il a jugé plus de 1 000 cas, il faut le faire savoir !

EXPORTATIONS GSP / MFN

4 mois : + 55,4 %

Les exportations ont atteint 1,398 milliard de dollars pour les quatre premiers mois, en progrès de 55,4 % par rapport aux quatre premiers mois de 2010.

Tous les secteurs y ont contribué:

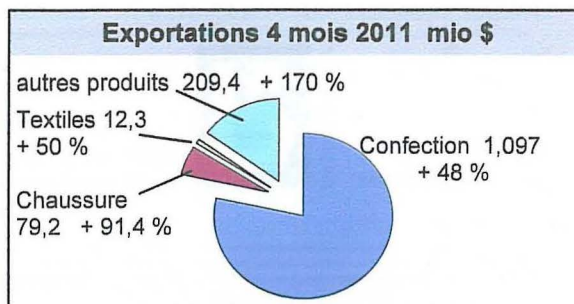
- la confection, toujours de très loin la composante principale, a exporté pour 1,097 milliard de dollars, soit + 42 %: - Etats-Unis 634,9 millions, + 26 %; - Union Européenne 247,3 millions, + 66,7 %; - Canada 106,7 millions, + 62,1 %; - Japon 37,8 millions, + 114 %; reste du monde 70,7 millions, + 92%.

- la chaussure: 79,2 millions de dollars d'exportations pour les 4 premiers mois, un progrès de 91,4 %. L'Union Européenne: 39,9 millions de dollars, + 53 %; le Japon: 12,1 millions, + 53 %; les Etats-Unis: 8,4 millions, + 168 %; le Canada: 1,24 million de dollars un progrès de 596 %; reste du monde 17,4 millions, + 324 %.

- le textile poursuit a reprise, avec 12,3 millions de dollars d'exportations, en progrès de 50,1 %. Progrès de 482 % sur

les marchés européens (3,2 millions de dollars); de 26 % au Canada (1,8); de 25 % au Japon ; de 220 % pour le reste du monde (3,8): recul aux Etats-Unis.

- autres produits: les exportations ont atteint 209,4 millions de dollars, en progrès de 170 %. Rappelons que ces autres produits comportent des productions agricoles et agro-industrielles (riz, caoutchouc, ...) qui ne sont pas exactement contrôlées ni chiffrables (cn 297).



Procès: les cas 003 et 004

Faut-il, ou non, poursuivre, au-delà des quatre emprisonnés qui constituent le cas 002, d'autres «responsables principaux» de la période du Kampuchea Démocratique ?

Il existe de bonnes raisons de ne pas poursuivre, de laisser tomber les cas 003 et 004. Des raisons d'ordre juridique et des raisons d'ordre politique: ne pas réveiller de vieux démons, ne pas inquiéter des gens maintenant réintégrés dans la société, qui ont une famille, des alliés, un rôle professionnel. L'époque est à la réconciliation et au développement économique; arrêtons de remuer ce bouillon de sorcière. « Des horreurs du passé il faut organiser l'oubli » comme disait Créon.

Dès 1996, dès l'accord conclu avec Ieng Sary à Phnom Malaï, c'est une question sur laquelle de hautes personnalités cambodgiennes, Khieu Kanharith, Om Yenteng (voir ci-après), Loy Sim Chheang ... insistaient: ce que l'on cherche, c'est la réconciliation, attention aux étincelles, au risque de créer une subversion ! (cn 57).

Raoul Jennar, juriste, auteur de plusieurs livres, développe solidement ce point de vue dans ce n° pp. 6-7.

Il y a aussi de fortes raisons de poursuivre: on ne peut pas considérer que cinq personnes (sans compter les décédés, Pol Pot, Ta Mok, ...) constituent à eux seuls les «principaux responsables» des crimes khmers rouges. Il y a aussi, par exemple, les directeurs des très nombreux centres de détention qui en province ont été comme celui de Tuol Sleng des camps de torture et d'extermination. On a retrouvé des milliers de charniers. On a de nombreux témoignages. Si l'on poursuit et condamne Deuch, il faut les poursuivre et les condamner aussi. Sinon où est l'équité ?

Que penser de l'argument: de nouvelles poursuites risquent de créer de nouveaux maquis, de déclencher une guerre civile. On peut-être il y a 20 ans ...

Ces nouveaux maquisards seraient fort âgés. Ils n'auraient plus la résistance physique et la sobriété requises. Et puis ils n'auraient pas comme les khmers rouges de jadis l'appui de la Chine, de la Thaïlande (et des Américains ...); ils n'auraient pas les ressources des coupes de bois et des pierres précieuses. On ne voit pas d'où leur viendraient les armes, les munitions, les mines, le ravitaillement. On ne voit pas sur quelle idéologie ils s'appuieraient, sur quelle cause nationale capable d'attirer des parti-

sans. On ne voit pas en quels lieux ils pourraient s'établir: le gouvernement tient bien l'administration locale, provinces, districts, communes, villages. Qui voudrait, qui oserait faire sécession ? Ces ex-chefs maquisards auraient en face d'eux une armée gouvernementale efficace. Les anciens khmers rouges aujourd'hui enrôlés dans cette armée feraient-ils défection pour regagner les maquis ? C'est très vraisemblable.

Si le risque n'est pas que les anciens cadres khmers rouges prennent le maquis dans les forêts et les montagnes, se retranchent à Païllin, à Malaï, à Anlong Veng, serait-il qu'il se crée une sorte de maquis au sein de l'administration, tout aussi difficile à vaincre ? Une grande réussite du Premier ministre a été de créer une administration qui fonctionne à partir d'éléments très divers, parmi lesquels d'anciens khmers rouges. On peut estimer que c'est là aussi de la politique fiction.

Pour ne pas poursuivre au-delà du cas 002, on avance d'autre part un argument très respectable: les Khmers rouges se sont rendus au gouvernement en échange de la promesse qu'ils ne seraient pas poursuivis. Ce fut notamment en 1996 le cas de Ieng Sary, qui tenait Païllin et Malaï, et qui s'est rendu avec quelque 3000 combattants; un premier grand succès pour le gouvernement (cn 57).

Cet accord conclu avec Ieng Sary, et l'amnistie accordée par le roi, ont-ils valeur juridique ? Ou bien les crimes contre l'humanité, les crimes de génocide sont-ils imprescriptibles ?

Des accords semblables ont-ils été conclus avec les derniers combattants d'Anlong Veng ? Avec d'autres «principaux responsables» ? Il y a là une sorte de brouillard que le procès des cas 002 devra lever. C.n.

Juger les Khmers rouges ? Attention aux risques !

Extraits d'une interview du Conseiller du Premier Ministre **Om Yenteng**, en février 1999, époque où l'on s'interrogeait: faut-il ou non un procès international ?

« Je rappelle que voici plus de 20 ans qu'on attend que l'ONU prenne position au sujet des Khmers rouges (...). En 1991 la tendance à l'ONU était à la réconciliation. Maintenant, la tendance est à un procès.

« Avant le 25 décembre dernier [ralliement de Khieu Samphan et de Nuon Chea, fin de l'organisation politique et militaire des Khmers rouges] (...) une réponse de l'ONU nous aurait été très utile. (...) Mais nous en sommes maintenant à la réconciliation.

« (...) Avec le mot tribunal, on peut déstabiliser tout le monde. Les 10 000 soldats khmers rouges qui ont intégré les Forces Armées Royales, ils ont formé leurs unités, avec leurs chefs, c'est fait .. Si l'on traîne devant la justice les grands responsables, les troupes vont penser «si maintenant Ieng Sary est jugé, demain ce sera nous».

« Nous ne devons pas utiliser ce climat pour nous venger. Il faut penser aux intérêts du Cambodge tout entier. Il ne faut pas faire peur (...) Si l'on veut punir tous les coupables, alors il faudra tuer près de 1 million de personnes !

« Punir les principaux coupables, c'est la justice, ce n'est pas difficile. Il n'y a eu aucun contrat passé avec les responsables Khmers rouges. Nous n'avons jamais donné à ces gens-là l'assurance qu'ils échapperaient à la justice. Hun Sen l'a dit clairement, il a même dit que même à sa femme il ne donnerait pas une telle assurance !

« Nous ne sommes pas opposés à un tribunal international. Nous l'avons attendu plus de 20 ans. Et Hun Sen n'a pas changé d'idée depuis qu'en 1997 il a demandé un tribunal international. Il n'y a pas de manœuvre, pas de mauvaise volonté. Mais il faut s'adapter à la situation. On cherche maintenant à éviter tout conflit. Hun Sen a en charge la réconciliation. Il faut penser au pays tout entier.

« Nous venons d'en terminer avec nos ennemis. Nous cherchons maintenant à être amis avec tout le monde, avec la Chine, avec les Thaïs ... Croyez-vous que les Thaïs tiennent à un tribunal ? Si un pays n'est pas content, croyez-vous qu'il nous laissera tranquilles ?

« La Chine ? Il ne faut pas croire à une pression de la Chine. Chacun sait très bien qui a été le plus grand allié des Khmers rouges. Pourquoi amener ce sujet alors qu'on discute du développement du Cambodge ? ».

CONCENTRÉ D'IT !



KHMERDEV



Applications dédiées
Développement web

Système d'intégration
Audit formation conseil

POC Building, #184, st. 217 (Monivath) 6ème étage, Phnom Penh
Tél: 012 213 360 / 011 373 345 / contact@khmerdev.com
www.khmerdev.com

le procès utile à l'Histoire

Il y a bien des raisons de s'intéresser au procès des quatre incarcérés Nuon Chea, Khieu Samphan, Ieng Sary, Ieng Thirith, qui a commencé le 27 juin. Raisons juridiques, parce que ce procès est particulièrement complexe et sujet à controverses; raisons de justice évidemment: il s'agit de juger les responsables de la mort de quelque 1,7 million de victimes; raisons historiques: les quatre accusés, on peut espérer, vont apporter des informations. Ci-après, deux de ces quatre.

Ieng Sary: interlocuteur la Chine

C'est un cas particulièrement intéressant pour les juristes, parce que, vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de 1975 à 1979, interlocuteur des autorités chinoises pour toute l'assistance de la Chine, responsable de l'économie et des finances, et donc figurant incontestablement parmi les « principaux responsables khmers rouges », il a des arguments particuliers pour échapper au procès: il s'est rendu au gouvernement en décembre 1998 contre la promesse qu'il ne serait pas poursuivi; il a été jugé, lors du procès d'août 1979 (et condamné à mort par contumace); et il a été amnistié par le roi.

Tout ceci peut-il l'exonérer? Le président de la Cour suprême Dith Mundy estimait (*interview à Cambodge Nouveau décembre 2000, n° 148*) qu'il ne pouvait pas être rejugé: il a été gracié par le Roi en 1996 en conformité avec l'article 27 de la Constitution de 1993, avec l'approbation de plus des deux-tiers des députés: 103 voix sur 120. Et il existe un principe: personne ne peut être jugé deux fois pour le même crime: c'est ce que rappelait Say Bory, membre du Conseil constitutionnel (*cn128*).

[Le juge Dith Mundy avait été en 1979 l'avocat désigné de Pol Pot et de Ieng Sary (absent); voir son interview *cn128*].

Pesant le pour et le contre, un juriste nous disait à l'époque: « Juger Ieng Sary pour d'autres faits que ceux qui lui ont valu la peine de mort en 1979? Ce ne serait qu'une gymnastique juridique, ce serait indécent. Mais dans un autre sens un procès des Khmers rouges où ne figurerait pas Ieng Sary risque fort de n'être pas pris au sérieux, d'apparaître comme une mascarade, une comédie ». (*cn 148*).

Au contraire, d'autres hautes personnalités politiques insistent: « le bon accueil fait par le gouvernement à Ieng Sary, l'amnistie que nous avons demandé au Roi de lui accorder, visent la réconciliation, ne lui permettent nullement d'échapper à la justice ».

Ieng Sary présente d'autre part un grand intérêt pour les historiens. Comme unique interlocuteur des Chinois, il sait tout sur l'assistance chinoise: conseillers, finances, armement (questions que l'on connaît déjà assez bien), et sur les conditions posées par Pékin.

Ce dernier point mérite d'être éclairé: est-ce que la condition mise par Pékin à son aide n'aurait pas été que les Khmers rouges mènent une guerre contre le Vietnam, pour contrer l'influence soviétique (*cn 257: « le grand jeu »*) ?

Que les Chinois aient eu pour principal objectif d'utiliser ainsi les Khmers rouges contre le Vietnam expliquerait bien des choses, entre autres la construction du très grand aéroport de Kompong Chhnang ...

Un autre point qui mériterait quelque éclairage: responsable des finances du KD, en particulier récepteur de l'assistance chinoise, gestionnaire des recettes des pierres précieuses et de la vente du bois à la Thaïlande, Ieng Sary aurait en se rendant au gouvernement en décembre 1998 « cassé la tirelire », apporté avec lui les 30 millions de dollars qui constituaient le trésor du Kampuchea démocratique dans les banques thaïlandaises. Ieng Sary, s'il veut bien, pourrait en parler.

Nuon Chea «idéologue»

Il est communément présenté comme « l'idéologue des khmers rouges ». C'est beaucoup dire. Il n'y a jamais eu vraiment d'idéologie khmère rouge. Il n'existe aucun ouvrage, aucun texte, aucun discours, que ce soit de Nuon Chea ou d'autres dirigeants qui donne une idée claire, synthétique, des objectifs, d'un « idéal khmer rouge ».

Leurs idées, les dirigeants khmers rouges les avaient acquises au quartier latin à une époque où dominaient l'anti-colonialisme, l'anti-impérialisme, le marxisme.

Du marxisme, ils ont retenu la « construction du socialisme », la collectivisation.

Pol Pot était de surcroît convaincu que la collectivisation permettrait de contrer les prétentions hégémoniques du Vietnam (voir Khieu Samphan « *L'histoire récente du Cambodge et mes prises de position* »).

Mais les dirigeants khmers rouges ont dépassé l'absurde en imposant brutalement cette collectivisation, et faute de connaissances, de compétence, de bon sens, incapables de faire passer cette idée générale (et inapplicable) dans les faits, ils n'ont abouti qu'à une casse sociale énorme.

A ces idées générales les Khmers rouges ajoutaient un fort nationalisme, la volonté de débarrasser le Cambodge des influences étrangères, de retrouver la « khmérité » des origines, et ainsi de créer un « homme nouveau ». C'est ce dernier élément qui s'approche le plus d'une « idéologie »; il serait plus juste de le qualifier de vague rêve, qui a engendré en pratique d'énormes massacres de ce qui n'était pas khmer, ou khmer mais pollué par une influence étrangère (le peuple nouveau, les minorités), et en somme un génocide.

C'est à Nuon Chea (conférence des 20- 24 avril 1975 à Phnom Penh, dont on n'a pas le texte) que l'on doit les grandes décisions telles que l'évacuation des villes, la suppression des marchés, de la monnaie, de la propriété, l'élimination des bonzes, de la religion, des vats, de la minorité vietnamienne, l'exécution de tous les dirigeants du régime Lon Nol, l'envoi de troupes aux frontières du Vietnam ... (*cn 257*). C'est à Nuon Chea, chef de la direction politique de l'armée de 1970 à 1975, n° 2 du régime, chargé de la sécurité intérieure, obsédé par l'« ennemi intérieur » (*cn 257*) que l'on doit les énormes purges qui ont atteint des dizaines de milliers de cadres khmers rouges, fournissant en particulier Tuol Sleng.

Nuon Chea s'est rendu au gouvernement en même temps que Ieng Sary, le 25 décembre 1998 mais n'a pas été amnistié. Arrêté et inculpé en septembre 2007. A.G.



Local experience Regional expertise

www.cominasiagroup.com

Equipment supply
Turn-key projects
Multitechnical after sales services



Raoul Marc Jennar

Justice, équité et pacification

Un débat fait rage au Cambodge. Il concerne l'ampleur des poursuites auxquelles devraient procéder les Chambres Extraordinaires au sein des Tribunaux Cambodgiens (CETC), cette juridiction conjointe entre l'ONU et la Justice cambodgienne.

De nombreuses ONG, cambodgiennes mais surtout occidentales, accusent le gouvernement de faire pression sur les CETC pour qu'elles n'aillent pas au-delà des poursuites engagées contre les personnes qui font l'objet des dossiers 001 (Duch) et 002 (Khieu Samphan, Nuon Chea, Ieng Sary, Khieu Thirith). Le Premier ministre, M. Hun Sen, s'est en effet déclaré hostile à toute extension des poursuites.

Ce débat se développe dans la presse locale, surtout celle qui est publiée en anglais par des ressortissants étrangers, mais également au sein des CETC elles-mêmes, puisque les deux magistrats instructeurs (l'Allemand et le Cambodgien), accusés d'obéir au gouvernement, s'opposent au procureur britannique qui les a accusés publiquement de ne pas avoir poussé leurs investigations de manière appropriée.

J'entends remettre ce débat dans une perspective historique qui semble échapper, volontairement ou non, à pas mal de journalistes occidentaux. Entendons-nous d'abord sur les termes.

La Justice, celle que les humains mettent en oeuvre dans les cours et tribunaux, veille au respect et à l'application de la loi. Elle est matière à débats et interprétations. Elle tend à traiter tous les justiciables sous le même regard. On connaît ses limites et ses faiblesses, qu'il s'agisse de pratiquer le droit continental ou la *common law*.

L'équité est une exigence morale qui appelle un exercice impartial, honnête et égal pour tous de la Justice, en excluant toute forme d'arbitraire tant dans le choix des personnes poursuivies que dans celui des sanctions appliquées.

Quant à la pacification, il ne s'agit pas, bien entendu, de la paix des prisons et des cimetières imposée par le vainqueur, mais de la réintégration négociée dans une société rassemblée des composantes jusque-là en conflit. C'est avec un tel entendement de ces trois termes que je m'exprimerai sur cette question délicate et très controversée du nombre d'anciens responsables du Kampuchea démocratique qui devraient faire l'objet de poursuites.

Au préalable, je voudrais quand même rappeler, à certains qui ont la mémoire courte ou sélective, que ceux qui, aujourd'hui, réclament des poursuites à l'égard d'autres personnes que celles qui sont reprises dans les dossiers 001 et 002, sont presque toujours les mêmes qui, en 1991-1993, réclamaient à grands cris le respect des Accords de paix signés à Paris il y a bientôt vingt ans.

Or, s'agissant des Khmers rouges, ces Accords étaient muets sur les génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis par le Kampuchea démocratique. Ces termes-là étaient absents des textes. Bien pire, ceux-ci organisaient la réintégration complète et une amnistie *de facto* de tous les dirigeants et cadres de ce régime. Si les Khmers rouges ne s'étaient pas retirés eux-mêmes du processus prévu par les Accords, ils auraient pu participer aux élections de 1993 et leurs chefs historiques auraient pu être élus. Il n'y

aurait jamais eu de procès. C'était la volonté de la coalition sino-occidentale qui a dicté les Accords de paix qui, il faut en convenir, n'ont pas apporté la paix.

Car la paix, c'est-à-dire la fin d'une guerre civile commencée avec le coup d'Etat du 18 mars 1970, ce ne sont pas les Vietnamiens qui l'ont obtenue par le succès de leurs armées. Ce n'est pas l'ONU qui l'a imposée. Ce n'est pas davantage le Roi Norodom Sihanouk, malgré ses efforts en 1993-1994. La pacification fut l'oeuvre de l'actuel Premier ministre et de lui seul. Et il en est le gardien. On peut bien entendu toujours discuter des conditions dans lesquelles cette pacification s'est réalisée. Mais force est de reconnaître qu'elle a réussi. Quand, au début de 1999, les derniers bastions tenus par les ultimes partisans de la guerre sont tombés, des centaines de milliers de Cambodgiens qui vivaient depuis tant d'années dans des zones de combats ont enfin pu commencer à vivre en paix. Après plus de trente ans de violences, si on pense à certains confins du territoire national où une situation de guerre avait commencé au milieu des années soixante et n'avait plus jamais cessé depuis. C'est tout ce qu'on veut, sauf dérisoire.

Vivre en paix était un préalable à la recomposition d'une société éclatée comme l'était la société cambodgienne après les horreurs de la décennie soixante-dix et la poursuite des combats tout au long des années quatre-vingt. Présenter l'image d'un pays pacifié était et demeure une condition indispensable pour qu'arrivent investisseurs et touristes. Le défi qui se pose aujourd'hui en la matière - il y en a tant d'autres ! - à la société cambodgienne se résume à une question : est-il possible de concilier Justice et pacification ? Et à quel prix ?

Revenons à la définition de la Justice retenue en début d'article : appliquer la loi. Que dit la loi ? Elle donne mandat, ainsi que l'accord avec l'ONU qui l'accompagne, de se saisir et de juger "*les hauts dirigeants du Kampuchéa Démocratique et les principaux responsables des crimes et graves violations du droit pénal cambodgien, des règles et coutumes du droit international humanitaire, ainsi que des conventions internationales reconnues par le Cambodge, commis durant la période du 17 avril 1975 au 6 janvier 1979.*"

On regrettera que la loi ne porte pas définition des termes "hauts dirigeants" et "principaux responsables des crimes". Et ce silence du texte ouvre la voie à des interprétations divergentes où Justice et équité risquent de ne plus converger.

Je voudrais quant à moi rappeler ce que réclamaient, dès les années quatre-vingt, ceux qui voulaient que justice soit rendue aux victimes. Les termes en avaient été convenus en vue d'un rassemblement, en avril 1987, devant le siège des Nations Unies à New York, par le Prix Nobel de la paix et survivant d'Auschwitz et de Buchenwald, Elie Wiesel, et par le regretté Dith Pran, ainsi que par des experts en matière de droits humains comme David Hawk, Gregory Stanton et le spécialiste de droit international Hurst Hannum : *doivent être poursuivis les membres du comité permanent du comité central du PCK, les membres du gouvernement de Pol Pot et les dirigeants de l'appareil de sécurité*. Le Forum international des ONG au Cambodge qui s'est créé la même année a adopté la

Justice, équité et pacification

pour seuls représentants légitimes du Cambodge à l'ONU que les bourreaux du peuple cambodgien.

Il convient de rappeler aussi, tant l'hypocrisie de certains est choquante que, pendant ces années quatre-vingt, certaines des organisations les plus bruyantes aujourd'hui à réclamer des poursuites au delà des dossiers 001 et 002 s'accommodaient de la position occidentale qui a abouti aux Accords de paix. Le sort des victimes du Kampuchea démocratique n'était pas leur préoccupation première. Il fallait avant tout éviter de donner ne fut-ce qu'un semblant de justification à l'intervention libératrice du Vietnam. L'opportunisme politique n'est jamais loin quand on s'écarte d'un iota de principes applicables en tous temps et en tous lieux.

Mais revenons à l'application de la loi. Si on s'en tient à la définition qu'ont donnée de "haut dirigeants et de "principaux responsables des crimes" ceux qui, dès le début des années quatre-vingt, en dehors de tout calcul politique, ont réclamé justice, les membres du comité permanent du comité central étaient au nombre de sept auquel s'ajoutait régulièrement un invité, Khieu Samphan.

De ces huit personnes, trois sont en vie aujourd'hui. Elles attendent d'être jugées dans le cadre du dossier 002. Pour ce qui est des membres du gouvernement de Pol Pot tel qu'il fut présenté à l'Assemblée du peuple le 13 avril 1976, les seuls membres encore en vie sont poursuivis dans le cadre du dossier 002.

Quant aux dirigeants de l'appareil de sécurité, le plus haut responsable fut la dernière victime de Pol Pot : Son Sen, exécuté en 1997. Sous ses ordres se trouvaient les directeurs des centres de sécurité et les chefs militaires. Un d'entre eux a été jugé en première instance et attend le verdict de son procès en appel : Duch, directeur de S21. Il semblerait que soient encore en vie d'autres directeurs de semblables centres dont le nombre de victimes dépasse même celui connu pour S21.

Où est la Justice ? Où est l'équité ? Si on s'en tient aux termes de la loi et conformément aux attentes de ceux qui, avec constance et sans parti pris politique, ont demandé justice depuis 1979, justice est en passe d'être rendue. Ce n'est pas le gouvernement cambodgien qui est responsable des trente années perdues avant que commence le procès des principaux dirigeants du Kampuchea démocratique et que la plupart d'entre eux sont décédés. Depuis 1985, M. Hun Sen n'a cessé de demander que les dirigeants du Kampuchea démocratique soient jugés. Le nier, c'est réécrire l'Histoire.

Quant à l'équité, je conviens qu'elle n'est pas satisfaite. Il y a d'autres Duch en liberté. Il y a d'autres responsables de massacres en liberté. Et l'intellectuel humaniste que j'essaie d'être en est révolté. Mais l'analyste politique que je suis ne peut évacuer les explications de cette impunité qui fait hurler les consciences.

Pour qu'il en aille autrement aujourd'hui, il eut fallu d'abord que les choix de la communauté internationale en 1979 comme en 1991 aient été radicalement différents, que l'impunité des criminels polpotistes soit d'emblée bannie de tous les choix politiques. On sait que ce fut exactement le contraire à la chute du régime des Khmers rouges comme à la signature des Accords de paix.

Pour qu'il en aille autrement aujourd'hui, il eut fallu également que l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), face au reniement de leur signature par Khieu Samphan et Son Sen, ne se réfugie pas dans une

"diplomatie de la patience" qui a laissé entier le problème des Khmers rouges après le départ de l'APRONUC, le territoire sous leur contrôle étant plus étendu qu'à son arrivée.

Pour qu'il en aille autrement aujourd'hui, il eut fallu ensuite que la loi fut différente et qu'elle précise mieux le niveau de responsabilité des personnes tombant sous le coup de son application. Cela aurait sans doute permis que soient poursuivies des personnes portant un niveau équivalent de responsabilité dans les massacres à celui de Duch. Pour être tout à fait précis, je voudrais rappeler que jamais n'a été abordée, tout au long des négociations entre les autorités cambodgiennes et l'ONU, la question d'une définition plus précise des personnes susceptibles d'être poursuivies.

Pour qu'il en aille autrement aujourd'hui, il eut fallu, enfin et surtout, que la pacification se soit faite dans d'autres conditions que celles qui l'ont rendue possible. Ce qui revient à dire, vu les échecs qui l'ont précédée, qu'il aurait fallu qu'il n'y ait pas de pacification du tout. Ceux qui ont pris la peine, comme je l'ai fait, de s'entretenir avec d'anciens cadres Khmers rouges, savent qu'ils gardent en mémoire le "deal", l'accord qui a conduit à la paix, il y a une petite quinzaine d'années. Ce que le Premier ministre a appelé "la politique gagnant-gagnant". Il y a eu, de la part des Khmers rouges, cessation des activités de guérilla, ralliement aux autorités gouvernementales et acceptation de voir les principaux dirigeants du Kampuchea démocratique poursuivis et, de la part du gouvernement, réintégration dans la société cambodgienne et absence de poursuites pour tous les autres cadres du Kampuchea démocratique. Ce fut le prix de la paix. Dont, aujourd'hui, celui qui en fut l'architecte est le gardien.

Alors demeure une dernière question : une rupture de cet accord serait-elle susceptible, comme cela a été dit, de provoquer une nouvelle guerre civile avec tout ce que cela signifie ? Honnêtement, je ne le pense pas. Mais point n'est besoin d'une guerre civile pour qu'un dommage grave soit infligé au Cambodge d'aujourd'hui. Il se trouve parmi les anciens Khmers rouges des gens qui n'ont rien gagné à la pacification. Et qui n'ont donc rien à perdre. Il suffirait que quelques dizaines d'entre eux prennent prétexte d'une extension des poursuites pour reprendre la seule activité dont ils sont capables : la guérilla. Et que verrait-on alors, même s'il ne s'agirait que d'un phénomène marginal ? La presse du monde entier titrerait avec délectation : "les Khmers rouges sont de retour". Et tous les efforts du gouvernement pour attirer investisseurs et touristes bien utiles au développement du pays seraient ruinés. De cela, le Premier ministre ne veut à aucun prix.

Les autorités cambodgiennes, qui ont hérité d'un passé dont elles sont loin d'être les premières responsables, s'emploient à leur manière à concilier Justice et pacification. Que des gens qui ont commis des crimes contre l'humanité demeurent impunis choque tout le monde. Mais tout le monde porte dans cette affaire sa part de responsabilité qu'il est trop aisé aujourd'hui d'évacuer, surtout quand on vient du camp occidental. Même si l'équité n'est pas satisfaite, il faut arrêter de donner des leçons quand on vient de pays qui en ont beaucoup à recevoir.

Raoul Marc JENNAIR

Conseiller du gouvernement du Cambodge

Auteur de "Trente ans depuis Pol Pot. Le Cambodge de 1979 à 2009", Paris, L'Harmattan 2010.

Le Forum des Carrières 2011

Le 7ème Forum des Carrières a été inauguré le 25 juin, au Centre des Expositions de l'île de Koh Pich, par le Ministre du Commerce Cham Prasith, l'Ambassadeur de France Christian Connan, le sous-Secrétaire d'Etat au Ministère du Travail Pok Parun, et Pily Wong, Président de la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, organisatrice.

Le Forum comptait cette année 64 stands, 20 de plus que celui de 2010. Année après année, l'utilité, l'efficacité de ce Forum se confirment.

Côté exposants, de grands noms sont solidement présents (BAT, Total, Cambodia Airports, Honda, Coca Cola, Maybank, ANZ, Yamaha, la PPSEZ, l'Ambassade de France, l'Ambassade des Etats-Unis, l'Université Royale de Droit et de Sciences économiques, la Faculté de Médecine, l'AUF, le CCF, l'Institut de Technologie du Cambodge, le GMAC, l'UNDP, ... avec de bonnes surfaces; quantité d'entreprises bien établies, *Comin Khmère, RM Asia, Asian Trails, Thalys, Eyecare, Leopard Capital, EMETH, Khmer Dev, PSE, CIST, Suntex, NEA, Poe Ma, Globe*, bien d'autres ... qui progressent, sont là, et d'autres moins connues et viennent pour la première fois, souvent des sociétés de services, en particulier de formation et d'assistance aux jeunes, qui trouvent avec un



tés. Plusieurs cherchent à recruter, des travailleurs, des cadres: plusieurs milliers de personnes sont recherchées.

Total Cambodge

Le personnel compte environ 200 personnes. Nous avons quatre postes à pourvoir, pour le développement, les ventes, la gestion d'un dépôt, un ingénieur. Oui nous recrutons souvent parmi les étudiants, et bien sûr il y a au début une formation dans l'entreprise.

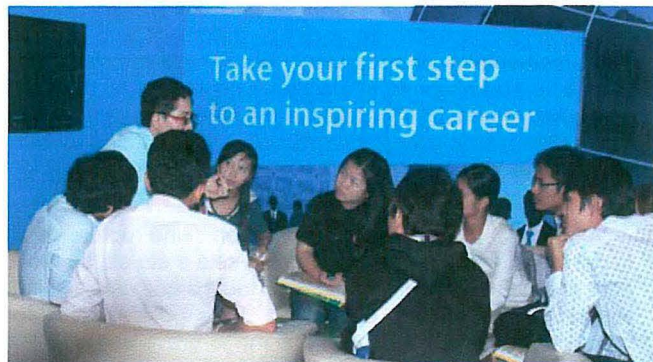
GRET Sky Insurance

Cette ONG présente au Cambodge depuis plus de 20 ans, qui a commencé dans le domaine de la micro-finance, compte environ 200 personnes. Elle est représentée au Forum pour sa branche *Sky Insurance*, qui offre aux familles cambodgiennes peu fortunées une formule d'assurance très attrayante. Pour une faible cotisation, établie en fonction du nombre de membres dans la famille (7 dollars / mois pour 6 personnes, par exemple), et qui est normalement payée à moitié par l'employeur, les soins à l'hôpital de chaque membre de la famille inscrite, en cas de maladie ou d'accident, sont gratuits.

« La difficulté surtout dans les provinces, est de faire comprendre aux gens le principe de l'assurance, qu'ils ne connaissent pas, dont ils se méfient ».

« Il faut bien comprendre aussi que le système fonctionne avec les hôpitaux et centres de santé publics, pas avec le privé ».

Sky Insurance, soutenue par l'AFD, GTZ, l'ILO, en accord avec le ministère de la Santé, ne recherche pas le profit mais à équilibrer son budget.



stand au Forum le meilleur moyen de se faire connaître.

Tous ont des documents bien faits, des représentants compétents et accueillants.

Côté visiteurs les jeunes, étudiants pour la plupart, dont une certaine proportion de francophones, ont afflué dès l'ouverture, avec manifestement l'idée de s'informer sérieusement. Les dialogues se font entre gens motivés, l'ambiance est dynamique, tout laisse à penser que ces premières prises de contact seront suivies d'effets. Les ateliers et conférences faits par des professionnels sur des sujets particuliers sont très suivis.

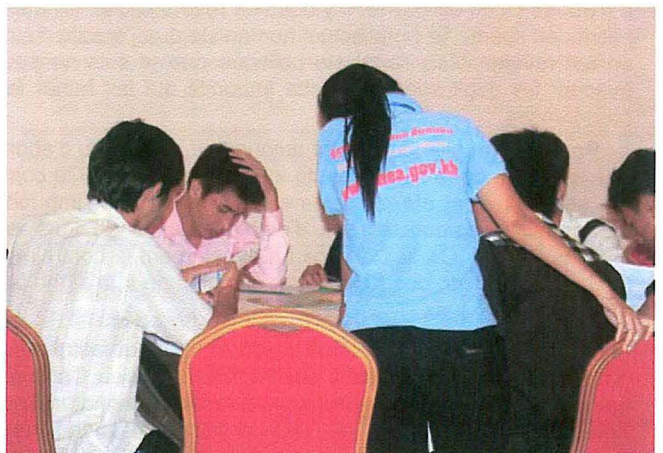
Aujourd'hui reconnu par les chefs d'entreprise, par les pouvoirs publics, par les jeunes chercheurs d'emplois, on peut estimer que le Forum des Carrières, une bonne idée soutenue par beaucoup de travail, est arrivé à maturité, qu'il atteint son plein rendement.

Nous avons eu de brefs entretiens avec quelques entreprises et organismes choisis tout à fait arbitrairement.

PPSEZ Phnom Penh Special Economic Zone

Cette zone économique spéciale située à la sortie de Phnom Penh sur la RN4 couvre 360 ha au total. Environ la moitié de cette surface est déjà occupée par 32 compagnies en activité, venant du Japon, des Philippines, de Malaisie, de Taïwan, de Corée, du Vietnam ... 14 pays au total. 12 autres compagnies ont fait acte de candidature. Le nombre total des travailleurs est d'environ 5000, et l'encadrement compte 5 à 600 personnes.

Certaines de ces sociétés sont bien connues, comme *Yamaha, Minebea, Ajinomoto, Liwayway Food Industries, RDI* ... et le fait qu'elles s'installent ici va attirer d'autres grandes sociétés.



intensifier le dialogue chercheurs d'emploi—entreprises

Dans son allocution, le ministre Cham Prasith a rappelé que chaque année ce sont 250 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail. Pour qu'ils puissent trouver un emploi, il est très important de bien les former en fonction des besoins qui existent réellement. Le ministre souhaite que le système éducatif les oriente davantage vers le monde des affaires, et il souligne le rôle utile que joue le Forum des Carrières dans ce domaine.



Aux entreprises il demande de multiplier les contacts avec les universités, il suggère qu'elles prennent contact avec les étudiants avant même qu'ils aient obtenu leur diplôme, avec ceux qui, d'après leurs résultats, leurs notes, sont les plus susceptibles d'intégrer l'entreprise avec succès.

Le ministre rappelle qu'en 2015 sera créée la Communauté Economique de l'ASEAN, et qu'alors il y aura entre les pays membres libre circulation des services, des investissements, des emplois, c'est-à-dire que les Cambodgiens seront en concurrence directe avec les professionnels des autres pays membres. Il faudra soutenir cette concurrence.

C'est en même temps une chance, parce que ce système permettra à des Cambodgiens de trouver des emplois à l'étranger, d'augmenter leur expérience.

Reste à ce sujet à organiser un système intra-ASEAN d'équivalences des diplômes, des connaissances, des capacités.

Pour rendre plus efficace la rencontre entre demandes et recherches d'emplois, il faudra qu'existent en province des centres où les jeunes pourront s'informer, de la même façon qu'il faut développer sur internet les sites où les demandeurs d'emplois pourront trouver des informations sur les entreprises, et entrer en contact avec elles. Cela suppose aussi que les demandeurs d'emploi sachent rédiger un CV !

BAT *British American Tobacco*

Une présence très ancienne, plus de 300 employés, BAT est l'une des grandes sociétés internationales présentes au Cambodge. « Nous recherchons 15 personnes, pour des durées allant de 6 mois à 3 ans et plus, et nous pensons les trouver parmi tous ces jeunes diplômés qui viennent nous voir ».

03D ASIA

Enseigne la façon de faire des films d'animation, de publicité, des jeux vidéo, des projets d'architecture en 3D, ... La formation, destinée à des jeunes diplômés, dure deux ans. « Les jeunes qui auront cette formation sont sûrs de trouver un emploi: ce sont des professions qui manquent encore au Cambodge.

« Notre premier cours commence en octobre prochain, nous avons déjà 25 étudiants inscrits, dont 7 viennent de France. A l'origine, une entreprise de Montpellier qui enseigne depuis 11 ans ».

Maybank

La banque est présente dans 14 pays, avec 1 750 agences au total. Pour notre activité au Cambodge nous recherchons une dizaine de personnes, des emplois très ciblés.

ANZ Royal

Les effectifs de la banque: environ 580 personnes. Nous n'avons pas de postes à pourvoir actuellement, nous ne cherchons pas à embaucher, mais à expliquer aux jeunes qui s'intéressent à la banque les nombreux métiers qu'elle comporte.

Cambridge Child Development Center

Enseignement pré-scolaire, trilingue; méthode voisine de Montessori. Recherche 9 personnes: un professeur de chinois, deux professeurs de khmer, un professeur d'anglais, un administrateur chinois, un principal.



A PLUS Consulting

Effectifs environ 20 personnes. L'objectif: aider les entreprises en matière de recrutement, gestion des salaires, fiscalité et comptabilité.

Ocean Sky

Tous les services concernant l'habillement, du design à la distribution. Siège social à Singapour; agences à Hong Kong et aux Etats-Unis. Usines de fabrication au Cambodge (*Suntex, Bloom Time, Bright Sky*), en Chine, au Salvador, au Vietnam. Au Cambodge, *Ocean Sky* a neuf postes vacants, dans le planing, la sécurité, le design, le contrôle de qualité, etc ...

Ce Forum des Carrières a été un succès. Reste à aider les jeunes de province à avoir eux aussi accès aux contacts avec les entreprises, de façon à assurer «la circulation des élites» comme disait Wilfredo Pareto. C.n.



បណ្ណាគារកាណាឌីយ៉ា ភ.ក

加華銀行

CANADIA BANK PLC.

Canada Bank,
Your Best Partner!

Step Forward with Our New
Elite Card !!!

Succès
Prestige
Service express

Compte Elite à la Banque Canadia



ENERGIE SOLAIRE

une nouvelle technique arrive au Cambodge:

le système hybride solaire + pompe à chaleur

Richard Vaillant et Olivier Brécourt
Power and Renewable Energy, Comin Khmère

On constate actuellement une forte demande pour les chauffe-eau. Cette demande coïncide avec un progrès technique important: le système dit «hybride».

Il consiste à combiner l'électricité produite par les panneaux solaires avec une pompe à chaleur, qui réalise un échange thermique entre la chaleur ambiante et l'eau froide. Le rendement est excellent: le système produit 20 à 25 kwh, et en consomme 5. L'électricité produite est quatre fois moins chère que l'électricité du réseau!

Et naturellement, tout cela répond au souhait très général de ne pas consommer de carburants, et de ne pas polluer.

Dans le système précédent, «solaire pur», lorsqu'il n'y a pas de soleil, le relai est pris par des batteries. Dans ce système hybride il est pris par la pompe à chaleur. C'est beaucoup plus simple et beaucoup plus économique que le solaire pur. Pour une même surface de capteurs solaires, on produit plus de chaleur et d'électricité, et cela de façon continue, même les jours sans soleil.

C'est un système qui convient bien aux consommateurs importants d'eau à 60 °, les hôtels par exemple, les centres sportifs (nous venons d'en équiper deux), mais moins bien aux petits utilisateurs, qui consomment moins d'eau chaude, qui

manquent de moyens pour investir et pour l'entretien, qui ne rentabiliseraient leur investissement que sur une durée beaucoup trop longue.

L'installation complète d'un système hybride peut coûter de 15 à 20 000 dollars. Ce qui coûte le plus cher, ce n'est pas le système lui-même, c'est le stockage de l'eau. Il faut par exemple deux ballons de 7000 litres.

Nous travaillons actuellement sur une guest house de 25 chambres. Une solution 100% pompe à chaleur bon marché reviendrait à peu près à 7500 USD. Pour du 100% solaire (apport en électricité nul ou quasi nul), il faut compter au moins le double pour du matériel de qualité.

Ces gros systèmes hybrides existent déjà en Thaïlande et ailleurs dans le monde, mais au Cambodge c'est tout à fait nouveau, nous sommes les seuls à les proposer. Nous démarrons cette année, et nous espérons bien que la demande va se manifester. Pour l'instant nous avons 3 projets en cours de préparation ou négociation.

Pour que le succès soit complet, il faut que le système ait été bien étudié, bien dimensionné, bien construit, que le matériel soit de bonne qualité. C'est ce que nous apportons. Nous utilisons du matériel australien, des pompes à chaleur venant du Danemark.

De l'eau chaude économique et respectueuse de l'environnement solaire thermique et pompes à chaleur

Le solaire thermique

L'énergie solaire peut être utilisée pour produire de l'électricité, c'est le principe du solaire photovoltaïque, ou pour produire de la chaleur par l'intermédiaire de capteurs solaires thermiques, on parlera alors de solaire thermique.

Les rendements obtenus avec le solaire thermique sont 5 à 6 fois supérieurs à ceux du solaire photovoltaïque. « Pour une même surface, le collecteur thermique produit 5 à 6 fois plus d'énergie que le panneau solaire photovoltaïque. Les économies réalisées sont par conséquent plus importantes et les temps de retour sur l'investissement très intéressants compte

tenu du prix du fuel et de l'électricité au Cambodge (de 3 à 7 ans selon la quantité d'eau chaude requise). »

Les capteurs solaires peuvent fournir de l'eau et de l'air chauds, bien entendu ce dernier n'a pas grand intérêt au Cambodge. L'eau chaude produite par les capteurs pendant les heures ensoleillées est stockée pour pouvoir être utilisée à n'importe quelle heure de la journée. Les applications possibles sont nombreuses: hôtels, restaurants, spas, ambassades, offices, industries, particuliers... plus les besoins en chaude sont grands, plus le solaire thermique devient intéressant! « Par rapport à d'autres technologies, le chauffe-eau solaire présente par ailleurs plusieurs avantages: une longue durée de vie, des coûts d'opération nuls et une faible maintenance. »

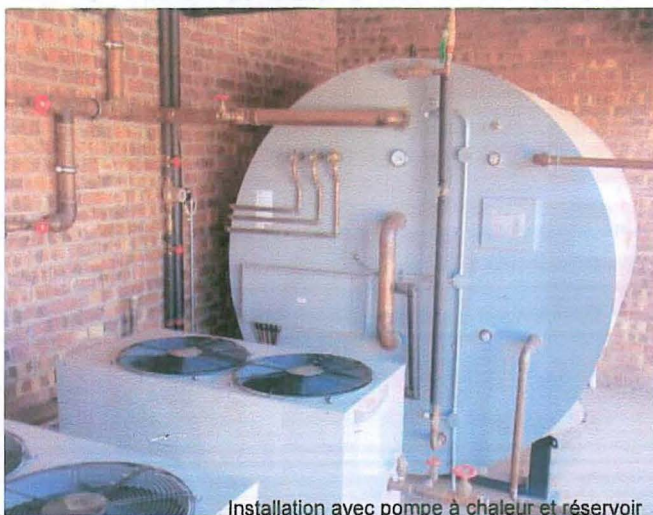
Les pompes à chaleur

Suivant le principe inverse d'un réfrigérateur, une pompe à chaleur récupère les calories présentes dans l'air ambiant, et transfère cette chaleur à l'eau froide sanitaire par l'intermédiaire d'un compresseur avec fluide réfrigérant.

« Il faut de l'électricité afin de faire fonctionner une pompe à chaleur, mais là où un chauffage électrique produit 1 kilowatt de chaleur pour 1 kilowatt d'électricité, la pompe à chaleur en retourne plus de 4 ! Cette efficacité est un critère que l'on nomme COP (coefficient de performance), l'une des caractéristiques les plus importantes d'une pompe à chaleur. Plus la température et l'humidité ambiante sont élevées, meilleur sera le rendement de la pompe à chaleur. » Au Cambodge, on atteint un COP de 4 à 5. Conséquence: votre investissement est rentabilisé en moins de 2 ans, voire en moins d'un an pour une solution sans stockage !

En comparaison avec le solaire thermique, les pompes à chaleur nécessitent plus de maintenance, elles ne sont pas aussi écologiques puisqu'il y a toujours une consommation d'électricité, et à cause de leur aspect il est plus difficile pour leur propriétaire de communiquer sur son investissement ...

Des solutions pour une production d'eau chaude hy-



Installation avec pompe à chaleur et réservoir

L'électricité dans les foyers moins chère, et bien meilleures performances

Il s'agit d'un système «pico-solaire» d'éclairage nouveau, provenant de la société thaïlandaise Fosera. Il est destiné aux foyers qui sont loin du réseau ou d'un système local, ou qui n'ont pas les moyens de payer un branchement, et des kw chers.

Ce système utilise des batteries au lithium, adaptées aux climats chauds, beaucoup plus performantes (elles stockent près de 3 fois plus d'énergie que les batteries au plomb) et moins volumineuses que les batteries classiques. La durée de ces batteries est aussi beaucoup plus importante. Le boîtier comporte un contrôleur de charge.

Le rendement, avec des lampes led à forte luminosité (100 lumens par wat) est de très loin supérieur à l'ancien système. «Nous en avons testé un modèle auprès de tisseuses dans l'île de la Soie et la réaction est très favorable».

Il faut ajouter que l'installation est très facile. Le panneau solaire récepteur mesure 18 cm sur 15; le tout est beaucoup plus léger que l'ancienne installation.



Sur un panneau solaire photovoltaïque de 18cm x 15, on voit les batteries au lithium avec contrôleur de charge, et une lampe avec ampoule led à haute luminosité. Les branchements se font directement du panneau solaire à la batterie et de la batterie aux appareils électriques. Le tout pèse moins de 1 kg.

O n peut brancher sur les 4

«sorties» du boîtier une forte lampe, un chargeur de téléphone, alimenter une radio, un ventilateur ... ou 4 lampes ... Alimenter un poste de TV en couleurs ? C'est en cours de recherches en Allemagne ...

Un autre avantage c'est que si les besoins augmentent on peut très facilement coupler le premier boîtier avec un second, et ainsi ajouter des lampes ou des appareils, alors qu'avec le système précédent les utilisations

devaient être décidées au départ et ne pouvaient plus augmenter sans inconvénients. Il y a donc nettes améliorations.

Attention: le boîtier n'alimente que des appareils, lampes, radio etc ... livrés par Fosera. « Ainsi il est impossible de brancher tout et n'importe quoi sur le boîtier, ce qui était une



4 Expérience pratique dans l'île de la soie.

cause de pannes avec le système solaire précédent. C'est une garantie de qualité et de durée, dit O. Brécourt. L'utilisateur sera satisfait d'un système qui marche bien et longtemps».

Les lampes led, les batteries avec un contrôleur de charge, la radio, le chargeur de téléphone sont livrés par Fosera avec le panneau solaire.

Trois modèles seront disponibles selon les besoins finaux. « Avec le modèle intermédiaire il est possible d'alimenter 2 lampes pendant deux heures par jour, une radio pendant 3heures par jour, et de charger un téléphone tous les 3 jours. On peut mettre en parallèle plusieurs boîtiers». Tous les éléments sont garantis deux ans.

Le prix de vente sera compris entre 50 et 100 dollars, selon la taille du PSHS, accessoires inclus.

« Nous serons les distributeurs exclusifs de ce système au Cambodge (Comin Khmere Fosera PSHS). Nous en avons commandé 2000, qui seront disponibles dans quelques mois ».

La maintenance sera effectuée par Comin Khmère.

Sur l'énergie solaire voir n° 290 (interview R. Vaillant); et «Les débuts de l'énergie solaire », n° 291: interviews de 4 professionnels, D. Pacheco (un matériel assez comparable à celui de Fosera), Alexis de Suremain « le froid solaire », Kunthap Hing (Khmer Solar), ...

bride réunissant collecteurs thermiques et pompe à chaleur permettent dorénavant de réunir les avantages des deux technologies.

Dans ce système, la pompe à chaleur opère en soutien des collecteurs thermiques lorsque les conditions d'ensoleillement ne permettent pas d'atteindre la température souhaitée.

A n'en pas douter, le solaire thermique et les pompes à chaleur ont tout pour se développer au Cambodge dans les années à venir.

Dominant le Marché Central, la Brasserie vous propose une carte inspirée des brasseries parisiennes





St.130 #94
023 221 740
info@brassieriedurga.com



Open from 7:00am - 24:00pm

Le Lounge bar et nos salles VIP vous invitent à organiser des événements privés



le Baphuon restauré

Ce magnifique chantier de restauration –ou plutôt de reconstruction-, commencé en 1960, avait été interrompu après 10 ans. Repris en 1995, après 24 ans d'abandon, il a posé quelques problèmes: toutes les archives avaient disparu, on n'avait aucune indication sur les quelque 300 000 pierres déposées et éparpillées sur quelque 10 ha de forêt, et toute une partie du bâtiment s'était effondrée.

Les étapes de cette reconstruction très méritoire ont été exposées par son architecte Pascal Royère dans un entretien

exclusif, très détaillé (cn 238), expliquant clairement les problèmes spécifiques posés par le Baphuon.

Par exemple:

- Haut de 35 m, le Baphuon est constitué de trois massifs de hauteur décroissante, contenus par des murs de maçonnerie. Ces murs sont eux-mêmes constitués d'un parement en grès, orné et mouluré, doublé intérieurement par un contre-mur en latérite, le tout ayant entre 1m50 et 1m60 d'épaisseur. Chaque étage est ainsi comme une boîte remplie de sable. Sous les effets conjugués du sous-dimensionnement des murs et d'une insuffisance de drainage, ces massifs de sable ont progressivement causé des disloca-

tions au murs. Il en est résulté des affaissements, éboulements énormes. La technique retenue à l'origine de la restauration, la construction de voiles de béton armé formant des ceintures, a été reprise en 1995. Dernière étape: la restauration des pierres sur leurs niveaux et positions d'origine, venant masquer ces ceintures.

- ce temple construit au XIème siècle a été au XVIème partiellement réutilisé, «cannibalisé», pour construire un très grand Bouddha couché sur la façade ouest. Fallait-il reconstruire le temple comme il était à l'origine ? On a préféré conserver le Bouddha couché.

Sources: Pascal Royère, cn 130 et 238

Tourisme: stratégie

Le Ministre du Tourisme, Dr Thong Khon, a fait le 16 Juin devant la Chambre de Commerce Franco-Cambodgienne, avec le Directeur du marketing du ministère, So Visothy, un exposé sur la stratégie du ministère en matière de Tourisme. Rappelons les cinq points de cette stratégie, que le ministre Thong Khon avait récemment exposés à Cambodge Nouveau (cn 289):

- stratégie de destination (lier le tourisme culturel et l'éco-tourisme, notamment Angkor et le Grand lac, Angkor et la zone côtière, les rives du Mékong ...); - promotion de la qualité des services (école de Tourisme); - participation accrue de la population (stations touristiques, communautés touristiques); - promotion et marketing; - faciliter les voyages et les transports (vols directs, e-visas, passage des frontières).

M. So Visothy a rappelé les atouts du Cambodge, donné les derniers chiffres, et les prévisions: on attend 2,8 millions de visiteurs en 2011, et 7 millions en 2020.

Thok Sokhom

directeur de la Planification, Ministère du Tourisme

Lors d'une interview exclusive, le directeur du Planing et de la Coopération internationale au ministère du Tourisme, Thok Sokhom, a développé les idées suivantes:

Pour progresser, le tourisme a besoin de deux éléments majeurs: le facteur humain, et le facteur financier.

Le facteur humain: c'est la participation de tous les Cambodgiens qu'il faut obtenir, il faut qu'ils s'impliquent et qu'ils participent au succès avec leur cœur, et ce n'est pas toujours le cas. Par exemple il y a des intermédiaires qui, hors contrôle, prennent des commissions élevées sur les achats des touristes, sur les massages, ... le résultat est que le Cambodge sur certains points est plus cher que les pays avoisinants, alors qu'il devrait être le moins cher !

Un autre point: il faut faire des efforts de propreté dans les espaces publics, les villes, les routes, il faut que tout le monde y participe. Il y a quelques progrès, mais nous n'en sommes qu'aux toutes premières étapes. Pour stimuler les gens, nous allons organiser une compétition entre les villes pour la propreté et la qualité des services, créer un « éco-label », et les meilleures seront récompensées.

Pour la côte et les îles, s'il y a un certain ralentissement des investissements, c'est l'effet de la pression financière. D'autre part beaucoup de ministères interviennent: l'Environnement, la Santé, l'Aménagement du Territoire, ... le CDC. Les décisions sont prises avec l'accord du Premier ministre, et du Roi.

Pour l'éco-tourisme, le Cambodge a un très grand potentiel, mais il est mal connu à l'étranger. Il faut faire un effort dans ce sens, et en même temps aider les gens à y participer, de façon à augmenter le nombre de gens qui bénéficient du tourisme. Il faut améliorer les infrastructures, les petites routes, les équipements -comme les toilettes. Ce que nous recherchons, c'est un tourisme qui ait plus de contact avec la population, avec des logements chez l'habitant, des communautés touristiques, que les visiteurs et les habitants prennent des repas ensemble ... La langue ? Mais maintenant beaucoup d'enfants parlent anglais !

Ici c'est le financement qui manque. Les grands bailleurs de fonds ne financent pas ce secteur, ou très peu, ils craignent que les fonds n'arrivent pas à destination, ils estiment que c'est au secteur privé d'investir. En fait c'est le gouvernement qui le fait, en empruntant.

Nous avons deux zones où nous concentrons nos efforts:

- le long du Mékong, entre Kratie et Stung Teng la *Mekong Discovery Trail (Mekong Dolphin Discovery)* (cn 282): nous y investissons 120 000 dollars.

- et le *Tonle Sap*, entamé par le déboisement, la surexploitation; nous misons sur la réserve d'oiseau de Preak Toal, près de Battambang, nous y créons une communauté touristique.

ANGKOR

LA REMISE EN EAU DU BARAY NORD

Dr Hang Peou

Directeur général adjt. de l'Autorité Nationale APSARA

Le plus grand défi dans la région de Siem Reap est l'eau. Le développement rapide de la ville, avec ses hôtels, ses guest-houses, ses restaurants, et les populations locales habitant la région entraîne une énorme consommation d'eau, et toute cette eau provient du sous-sol. Cette extraction massive, et incontrôlable, a des répercussions immédiates, elle provoque la baisse du niveau des eaux souterraines dans le parc d'Angkor.

L'équilibre entre l'extraction et la recharge de l'eau se trouve rompu, d'autant plus que les eaux provenant des monts Kulen, en amont, diminuent à cause de la déforestation qui atteint le parc national du Mont Kulen.

Comment rétablir cet équilibre des eaux souterraines et de l'approvisionnement en eau ? L'une des solutions élaborées par l'ANA, l'Autorité Nationale Apsara, est le projet « *Réhabilitation du Jayatataka* » (Baray Nord).

le Jayatataka (Baray Nord)

C'est le dernier réservoir construit par la main des hommes de l'époque angkorienne, sous le règne du roi Jayavarman VII, l'année de son couronnement en 1181.

Au milieu se trouve le temple de Neak Pean, comme c'est le cas du Mebon occidental, mais le Neak Pean est nettement plus grand; et il a eu aussi la fonction d'hôpital.

Ces Mebon étaient des ouvrages hydrauliques pour le

contrôle de l'eau à l'intérieur du baray.

Le Baray Nord a 3 600 m de long et 930 m de large, avec une capacité initiale de 10 millions de m³. C'est le plus grand des quatre construits par le roi Jayavarman VII :



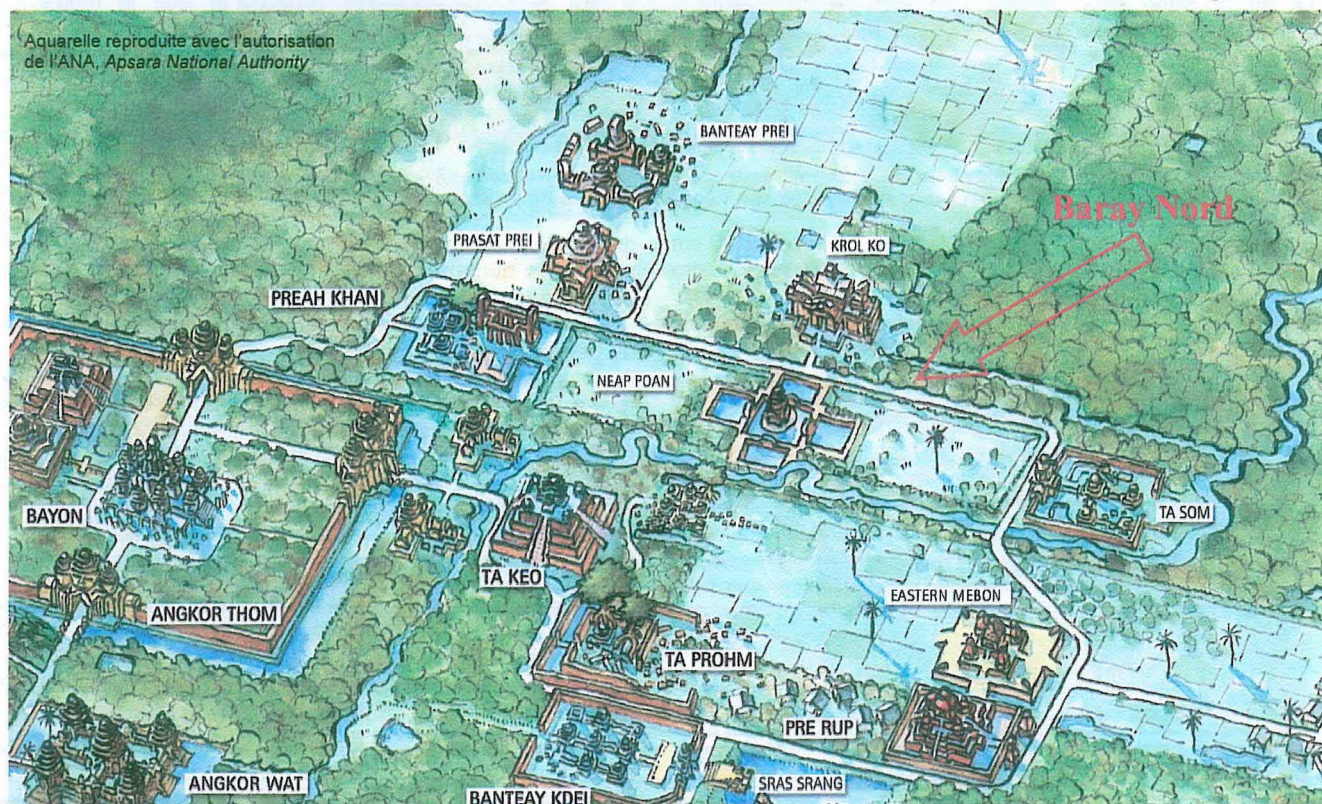
Jayatataka (baray nord)	3 600 m x 930
Bakan Kompong Svay	2 860m x 750
Banteay Chmar	1 667m x 840
Baray median du Wat Phou	1 667m x 840

Ce sont là de grandes dimensions, mais bien inférieures aux barays construits par ses prédécesseurs:

Indratataka (Lolei) Indravarman	3 750m x 750
Baray oriental (Yaçovarman I)	7 200 x 1 700
Sûriatataka (Sûryavarman)	8 000 x 2 200

Jusqu'à Jayavarman VII, la tradition voulait que chaque roi construise un baray plus grand que celui de son prédécesseur. Pourquoi le baray nord n'a-t-il pas suivi cette tradition ? On peut en voir deux raisons:

- chacune de ces constructions demande une main d'œuvre de millions de travailleurs. Il faut y dépenser beaucoup de ressources. Le roi Jayavarman VII a un autre objectif: il veut développer le pays tout entier, et pour cela se concentrer sur la gestion de l'eau. Au lieu de dépenser ses efforts à construire un baray toujours plus grand, il construit le Jayatataka, et ailleurs adopte un politique nouvelle: construire un grand nom-



Aquarelle reproduite avec l'autorisation de l'ANA, Apsara National Authority

LA REMISE EN EAU

bre de ponts.

Ces ponts ont deux fonctions: en plus de permettre le franchissement d'un cours d'eau, ils peuvent devenir barrages, et ainsi augmenter le niveau naturel du cours d'eau et fournir de l'eau pour la zone environnante. Les ponts sont construits en gros blocs de latérite formant de nombreuses arches étroites: on peut les obstruer plus ou moins pour arrêter ou réduire le débit de la rivière et augmenter le niveau dans la partie amont.

- autre raison: les ressources en eau sont limitées. On ne sait pas si à la fin du 12ème siècle les barays existants alimentés par la rivière de Siem Reap et la rivière Roluos sont utilisés en même temps ou non, mais en tous cas la cité d'Angkor a besoin de davantage d'eau. On construit alors le Jayatataka qui est alimenté à partir d'autres sources, les eaux de ruissellement.

la construction du baray nord

Le baray est construit sur un terrain naturel en pente, avec quatre digues autour pour stocker l'eau (écoulement des rivières, eaux de ruissellement et eaux de pluies) durant la saison des pluies, sans creuser le sol à l'intérieur.

Ces digues étaient élevées sans les machines ni l'équipement modernes selon une technique très simple que l'on utilise toujours aujourd'hui pour les barrages en terre. Là où la digue sera construite on creuse le sol sur environ 50 cm de profondeur. On construit ensuite une petite digue de chaque côté de la future digue. L'espace entre ces deux petites digues est ensuite rempli. Le compactage se fait tous les 20 cm de hauteur. L'opération est répétée jusqu'à ce que les quatre côtés atteignent la hauteur voulue.

La terre qui sert au remplissage est prise à l'intérieur du baray, mais cela ne signifie pas que l'on creuse toute la surface du baray. On en a eu la preuve lorsqu'en 2005 l'EFCO a découvert à proximité



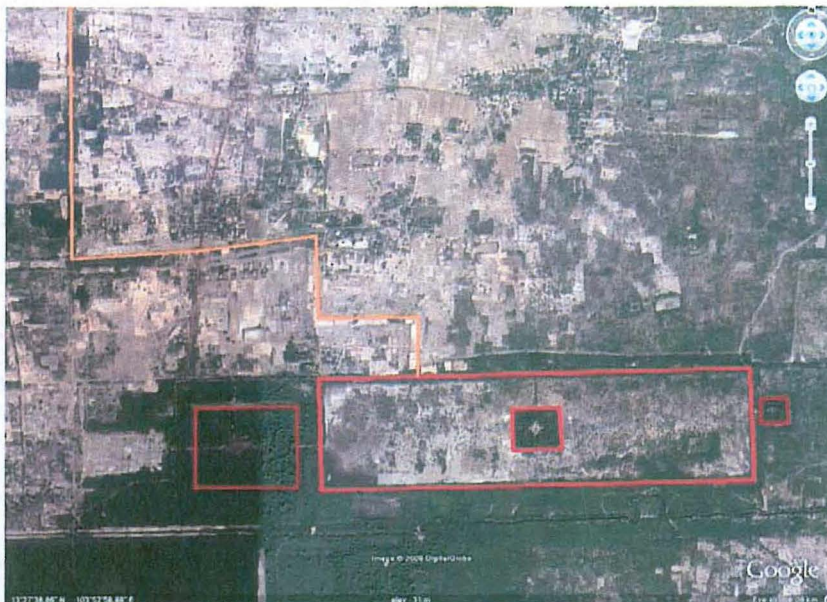
Le Neak Peaon avec ses cinq bassins

du Mébon du Baray occidental, à moins de 20 cm de profondeur, une nécropole qui date de plus de 3000 ans, c'est à dire près de 2000 ans avant la construction du Baray.

Les prélèvements faits à l'intérieur des digues montrent que le baray occidental et le Jayatataka sont construits sur le même type de sol. La pente naturelle varie entre 34 et 38 degrés. L'enquête archéologique montre que la digue existante a une pente de 36 degrés, ce qui montre que les Khmers de l'époque avaient une bonne connaissance des matériaux de construction.

Pour le Mébon qui est au centre, il servait à observer le niveau de l'eau du baray. Les murs des 4 bassins sont plus hauts que le bassin central, ils ont été rehaussés dès l'époque de Jayavarman VII, qui a fait passer la contenance du baray de 10 millions à 15 millions de m³. «Ce n'est pas prouvé, c'est mon opinion, mais j'en suis certain», dit Hang Peou. Pour les digues du baray, elles étaient suffisamment hautes.

réhabiliter le baray nord



Sur cette photo satellite on voit le Baray Nord (grand rectangle rouge), le Neak Peaon au centre, le canal d'amenée d'eau en jaune. A l'Ouest le Preah Khan.

- la sédimentation: les recherches montrent qu'elle atteint une hauteur de 40 cm.

- les digues: l'existence de ce baray nord est tout à fait ignorée du public, parce qu'il est à sec depuis très longtemps et que ni la population locale ni les visiteurs n'utilisent les digues. La digue nord sert de route (visite dite «grand tour»), de sorte que la moitié de cette digue est entretenue; la digue sud et la moitié de la digue ouest sont à l'abandon. Sur environ 50 m de la route il y a des arbres sur la pente de la digue. A l'intérieur

du baray il y a quelques grands arbres, des arbustes, des mauvaises herbes et du vétiver que les populations locales utilisent pour nourrir leurs vaches.

Depuis 1995 on a interdit toute activité agricole à l'intérieur du baray. Aujourd'hui toutes les digues sont protégées contre l'érosion par des arbres et des arbustes. Le baray peut assurer sa fonction de stockage de l'eau. La hauteur des digues varie de 4 à 6 mètres par endroits.

- le Neak Peaon au milieu du baray nord est visité, mais sans donner l'impression qu'il est un mebon destiné à mesurer la hauteur de l'eau, comme le sont les mebon du baray occidental et du baray oriental. Il est plus grand que ces deux mebon - il a eu de plus le rôle d'hôpital.

- le baray nord possède une entrée d'eau en latérite appelée *Spean Tor*, à l'Est de la digue Nord; et un exutoire, en latérite, à l'Ouest de la digue Sud. **Le spean Tor a été reconstruit avec une entrée d'eau en béton.** La structure de l'exutoire peut être réutilisée avec une petite intervention.

La digue sud du Jayatataka était brisée en trois points, appelés *Preah Khan 1* (le point le plus bas, dans le sud-ouest

DU BARAY NORD

du baray), *Preah Khan 2* (l'exutoire, à 580 m de Preah Khan 1) et *Kraing Kroch* à 740 m du sud-est du baray, ou 2 320 m de Preah Khan 2.

Avant le démarrage de ce projet, la seule source de remplissage était la pluie, et cette eau ruisselait à travers ces trois points vers la rivière de Siem Reap. Ils étaient utilisés par la population pour capturer du poisson à la saison des pluies.

Ils ont été réparés en 2007, permettant d'utiliser les eaux de ruissellement sur une surface de 105,2 km², et l'on a observé la montée de l'eau année après année, au mois octobre (point le plus haut):

fin octobre 2008 : hauteur d'eau 2m12, 700 000 m³;

2009: le baray est entièrement couvert, hauteur d'eau 2m68, et 3 millions de m³;

2010: hauteur d'eau près de 3m, soit 3,678 000 m³.



Neak Pean 9 octobre 2008

le système de remplissage

Au temps d'Angkor, l'approvisionnement en eau était assuré par trois bassins versants, Pourk, Siem Reap et Roluos, ces deux derniers alimentaient les rivières de Siem Reap et de Roluos. De nos jours seulement ces deux rivières, ces deux bassins versants sont utilisés pour assurer l'activité dans le parc d'Angkor et pour la ville de Siem Reap. Le bassin versant de Pourk, situé dans l'Ouest de Banteay Srei, contribuait au système via le Jayatataka, asséché depuis le 16^{ème} siècle.

Les deux rivières de Siem Reap et de Roluos n'ont pas la capacité de remplir le Yayatataka, qui de surcroît se trouve en amont. De longues recherches ont permis de comprendre le système de remplissage du baray nord. On a découvert que l'« ancienne route » qui se dirige vers le nord, vers la montagne, à partir du nord d'Angkor Thom, aujourd'hui couverte par les arbres et les arbustes, était à l'époque angkorienne avant tout une digue, destinée à recueillir l'eau du bassin versant de Pourk et à l'amener jusqu'au Jayatataka.

Le système de remplissage du Jayatataka, de 17,5 km de long au total, orienté nord-sud, comporte une partie « digue et

canal d'alimentation ». La digue a été brisée par la population locale en 53 points, qui permettent à l'eau de s'échapper vers le Tonle Sap. Et l'ancien canal d'alimentation est utilisé par les populations des deux villages voisins comme rizières. C'est la raison principale pour laquelle l'eau n'atteint plus de Jayatataka depuis le 16^{ème} siècle.

Une nouvelle petite digue du canal, de 5,7 km, doit être construite, qui aura le rôle d'élever le niveau de l'eau et qui devra en même temps éviter l'inondation des villages d'alentour. A l'époque, il n'y avait pas de gens vivant aux environs de ce système de remplissage et l'eau pouvait donc s'étendre davantage dans la partie amont de la digue.

Il faut comprendre que les villageois ont besoin d'eau pour leurs champs, et qu'ils n'ont aucune information sur cette digue et son

rôle dans la gestion des ressources en eau. Pour les Cambodgiens de la campagne, le riz est primordial pour leur survie. Ils font tout pour avoir de l'eau dans leur rizière: couper les digues, cultiver dans le canal, dans le baray ...

la gestion de l'eau

L'enquête montre que moins de 20 % des eaux de ruissellement sont utilisées par la communauté locale et plus de 80 % sont perdus en se déversant directement dans le Tonle Sap. La gestion de l'eau devrait être une priorité.

Il s'agit de trouver un compromis entre la conservation des monuments, le développement du tourisme et les intérêts de la communauté locale. Cette communauté locale est une composante très importante pour un site du patrimoine mondial vivant comme Angkor. Les aménagements doivent aider la communauté à bénéficier des nouvelles technologies et du développement du tourisme.

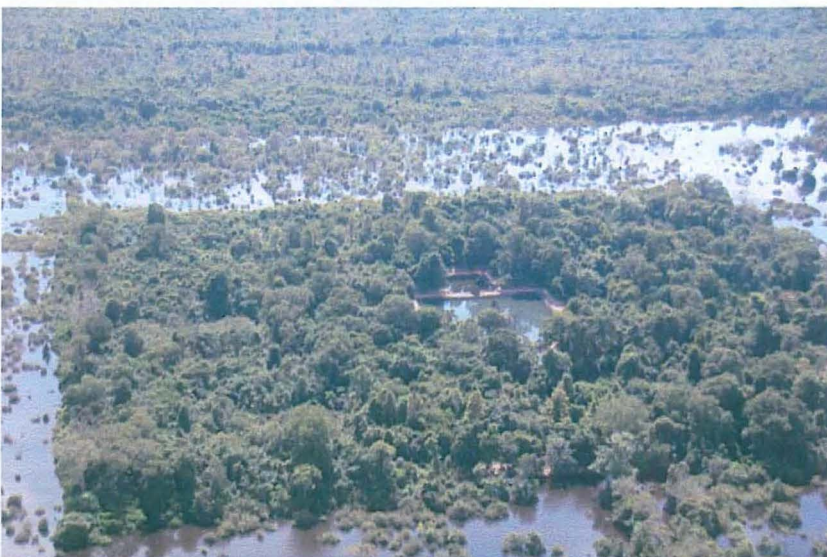
Intégrer toute la communauté dans le projet est très difficile et prend beaucoup de temps. Les gens ne comprennent pas le projet. C'est pourquoi depuis le début du projet une campagne de sensibilisation est lancée avec les autorités locales, le chef de district, le chef de la commune et les chefs de village.

L'équipe de communications du projet passe d'un village à l'autre pour expliquer le projet et recueillir les commentaires.

Au début du projet, on avait prévu qu'il durerait 3 ans et demi à 4 ans. Mais à cause du temps nécessaire pour convaincre la population, il faudra plus de quatre ans.

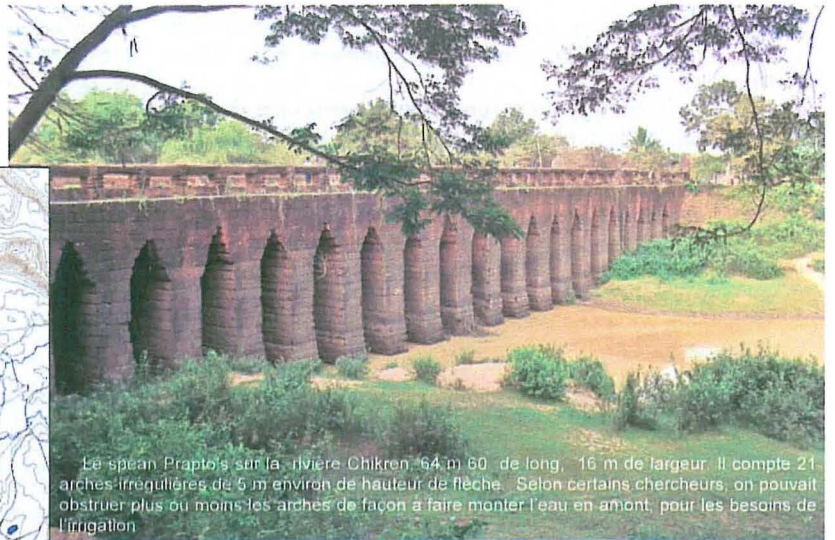
L'Autorité Nationale Apsara connaît la nécessité de l'eau pour la vie des communautés locales. Il est très important de demander aux villageois de participer aux travaux relatifs à l'eau sans qu'ils y perdent leur intérêt. C'est pourquoi de nombreux ouvrages hydrauliques seront construits pour répondre à leurs besoins. Le but du projet n'est pas de perturber les habitudes des villageois mais de leur faire profiter de ce projet.

Deux ponceaux sont construits, ainsi qu'un ouvrage hydraulique à la pagode Angkromaul qui permettra de partager l'eau: la vanne sera ouverte si les populations locales ont besoin

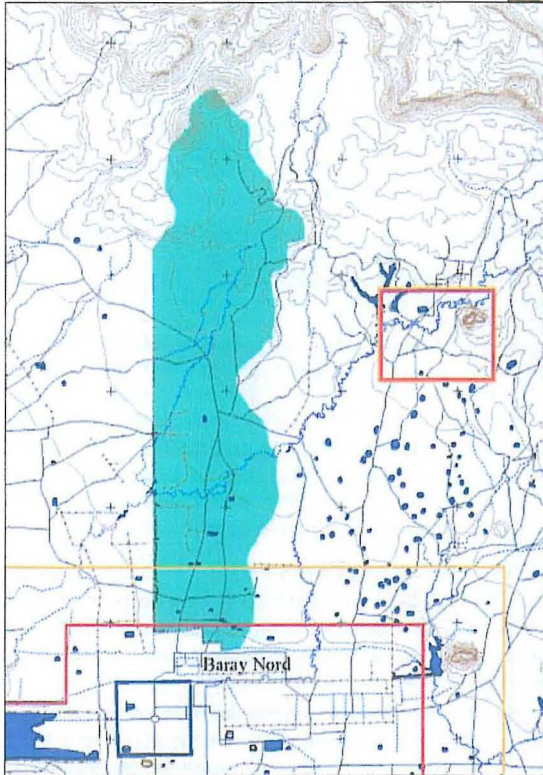


LE BARAY NORD

de l'eau, sinon la vanne sera fermée pour envoyer l'eau vers le baray nord. Un canal secondaire assurera l'irrigation dans certains villages qui n'ont jamais eu d'eau pendant la saison sèche, voire pendant la saison des pluies.



Le sraan Prapto's sur la rivière Chikren, 64 m 60 de long, 16 m de largeur. Il compte 21 arches irrégulières de 6 m environ de hauteur de flèche. Selon certains chercheurs, on pouvait obstruer plus ou moins les arches de façon à faire monter l'eau en amont, pour les besoins de l'irrigation.



«Actuellement il n'y a plus que 5 familles qui refusent le système qu'on leur propose. Je suis convaincu, dit Hang Peou, que dans un délai de 3 ans maximum le baray sera en eau de façon permanente».

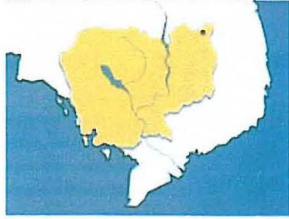
Avec l'accord des villageois, il sera possible d'étendre la surface utilisée des bassins versants, peut-être jusqu'à atteindre la surface d'origine.

Lorsque le système sera entièrement construit, la gestion de l'eau sera assurée par la communauté locale pour toute la région concernée par le projet. L'Autorité Nationale Apsara jouera le rôle d'assistant technique, pour aider à gérer l'eau nécessaire à la fois aux monuments et à la communauté.

Sur cette carte on voit en vert le bassin versant qui alimente le baray nord. Il est limité à l'Ouest par l'ancienne digue nord-sud, aujourd'hui route. Le carré rouge indique Banteay Srey. On voit en bas à gauche le baray occidental. Le carré bleu: Angkor Thom. (tous documents: rapport du Dr Hang Peou).



Photos aériennes Dave Tailor



Thaïlande élections

La nette victoire du Phu Thaï -les chemises rouges- aux élections du 3 juillet, avec 264 sièges sur 500, devrait apporter un apaisement dans les problèmes frontaliers. Même si le tracé de la frontière reste sujet à litige pour la Thaïlande, on peut espérer que les discussions pourront reprendre pacifiquement. Tout dépend de l'attitude de l'armée.

Preah Vihear: le plan de gestion

Le Comité du Patrimoine mondial ayant accepté lors de sa réunion à Paris du 19 au 29 juin d'examiner le plan d'aménagement de Preah Vihear présenté par le Cambodge, la Thaïlande a décidé de se retirer de la Convention du Patrimoine mondial. Elle souhaitait faire reporter cet examen jusqu'à ce que la frontière ait été délimitée (cn 298).

Rappelons que ce plan de gestion a été exposé par S.E. Chuch Phoeum, Secrétaire d'Etat à la Culture, président de l'Autorité Nationale de Preah Vihear, et par Michel Verrot, EFEO, architecte des monuments de France, dans cn 289. Il s'agit de 4 370 ha, où seront créés, à S'aem, un musée régional, un centre d'accueil, un nouveau village pour les gens démenagés de la zone du temple (Kor Moï) (en cours); il est prévu des « parvis », des voies d'accès. 3000 ha seront réservés à l'agriculture, il est prévu une pépinière et un important reboisement. Pour le temple lui-même voir le « Complément au rapport d'étape » de mai 2010 (cn 289).

L'assistance de la France au Cambodge

La visite au Cambodge du premier Ministre François Fillon, des ministres Thierry Mariani, Frédéric Mitterrand, du Secrétaire d'Etat Pierre Lellouche ... est pour l'Ambassade l'occasion de faire le point:

Au cours des trois dernières années, l'aide française au développement versée au Cambodge, bilatérale et multilatérale, s'est élevée à **25 millions d'euros** (36 millions USD) par an. Elle a porté notamment sur la santé, l'agriculture (appui à la définition de la stratégie nationale, irrigation, développement de nouvelles techniques agricoles), l'enseignement supérieur et la recherche (Universités royales des sciences de la santé, de l'agriculture, de droit et sciences économiques, Institut de technologie du Cambodge, bourses aux étudiants), les infrastructures (adduction d'eau de Phnom Penh, assainissement de Siem Reap), le commerce (rénovation du Marché central -le Phsar Thmey-, indications géographiques protégées du poivre de Kampot et

DIVERS

du sucre de palme de Kampong Speu), l'ap-pui au secteur textile.



La France apporte son soutien aux chambres extraordinaires auprès des tribunaux cambodgiens, le total de ses contributions totalisant plus de **7 millions d'euros** (10 millions USD) pour la période 2005-2011.

Depuis 1991, l'aide française en faveur du patrimoine angkorien, incluant les programmes de formation, s'élève à **21 millions d'euros** (30 millions USD).

Relations économiques

En 2010, les échanges commerciaux entre la France et le Cambodge s'élèvent à **158 millions d'euros** (228 millions USD). La France exporte 46 millions d'euros et importe 111 millions d'euros.

En 2010, le déficit commercial de la France vis-à-vis du Cambodge a atteint **65 millions d'euros** (94 millions USD).

Les exportations françaises ont légèrement progressé (+3,2%), tandis que les importations ont fortement augmenté de 31,4% (essentiellement produits textiles, chaussures et riz). Cette tendance s'explique par l'octroi de facilités aux produits cambodgiens dans le cadre du système de préférence généralisée de l'Union européenne

Le stock d'investissements directs français au Cambodge a atteint **99 millions d'euros** (143 millions USD) en 2009, tandis que le stock cambodgien totalisait **10 millions d'euros**.

En 2009, les investissements français au Cambodge ont principalement concerné les secteurs de la construction (50 millions d'euros), de l'immobilier (16 millions d'euros) et du traitement du pétrole (17 millions d'euros). L'entreprise VINCI gère, depuis quinze ans, les trois aéroports internationaux du pays (Phnom Penh, Siem Reap et Sihanoukville). Total, Accor (deux Sofitel), Victoria Hôtels, et de nombreuses PME créées par des Français - dans la restauration, l'ingénierie de construction, les transports, l'information, la construction électrique ou les fluides - constituent les autres principaux domaines de la présence française au Cambodge.

Port de Sihanoukville

Le trafic a augmenté de 14 % au premier trimestre 2011, avec 470 000 tonnes à l'importation et 99 815 tonnes à l'export (principalement produits textiles). Les revenus ont été en hausse de 15, 25 %.

Chemins de fer

Il y a du retard pour les travaux de la ligne sud rejoignant Sihanoukville à cause des fortes pluies. Pas de date précise pour la mise en service, nous dit Vincent Tricaud, directeur de TSO. Pour la ligne nord (Poipet) les travaux de terrassement sont pratiquement terminés, on commence le réhabilitation de la voie au nord de la bifurcation.

Informations sur les routes (3)

La route suivant la rive gauche du Mékong de Kompong Cham à Neak Luong, en passant par Preah Ta Meak (pont vers la RN6), Areyksath en face de Phnom Penh, Lvea Sa ... doit être réhabilitée. La Chine a donné son accord de principe. De même la route longeant la rive droite de Kompong Cham jusqu'à la jonction avec la RN6 (Roka Kaong). Le calendrier n'est pas encore fixé.

Le prix du riz

Le 1er juillet, au coin de la gare: 2900 riels le kg, 2 300, 2 200 et 2 000 selon la qualité, c'est-à-dire exactement les mêmes prix que fin mai. En revanche il y a hausse pour les œuf au marché: 5 500 riels les 10, au lieu de 4 500 très récemment.

comme à la maison
R E S T A U R A N T

13 St. 57 - 023 360 801 / 012 951 869
www.commealamaison-delicatessen.com

Archives Cambodge Nouveau
La collection des n° de Cambodge Nouveau, de 1994 à 2009 devient plus facilement accessible grâce au remaniement du site www.cambodgenouveau.com

le journal des décideurs
votre meilleur investissement

Publié par la SERIC
Directeur - rédacteur en chef
Alain Gascuel
photos *Cambodge Nouveau* etc ...
distribué par e-mail
depuis le n° 253 de Juin 2007

CAMBODGE NOUVEAU
n° 58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh
portable 012 803 410
E-mail cambodge.nouveau@forum.org.kh
alaing@cambodgenouveau.info
archives www.cambodgenouveau.com